



**MINISTÈRE
DE L'AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE ET
DE LA DÉCENTRALISATION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Etude de la demande d'entrepôts logistiques à moyen et long termes
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Numéro de la consultation : DGITM-MFL-18-2025

Procédure de passation : Procédure adaptée > 90 k EUR HT

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....	4
1.1 Acheteur	4
1.2 Titulaire.....	4
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 - FORME ET PROCEDURE DU MARCHE.....	5
4.1 Fractionnement des prestations.....	5
ARTICLE 5 - DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 - CONTENU ET CADRAGE METHODOLOGIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES DU MARCHE	5
6.1 Contexte	5
6.2 Objectifs de l'étude.....	7
ARTICLE 7 - RESULTATS DU MARCHE – LIVRABLES ATTENDUS	9
ARTICLE 8 - CALENDRIER	9
ARTICLE 9 - LIEU D'EXECUTION	9
ARTICLE 10 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	9
ARTICLE 11 - MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	10
11.1 Représentation des parties.....	10
11.1.1 Représentation de l'acheteur.....	10
11.1.2 Représentation du titulaire.....	10
11.2 Conditions d'exécution	10
11.2.1 Remplacement des intervenants	10
11.2.2 Les exigences relatives aux prestations	11
11.3 Obligations du titulaire	11
11.3.1 Obligation de conseil.....	11
11.3.2 Obligation d'information	11
11.3.3 Mesures de sécurité	12
11.3.4 Responsabilité du titulaire	12
11.4 Considérations sociales.....	12
11.5 Considérations environnementales	12
11.6 Echanges et relecture des livrables.....	14
11.7 Traitement de données à caractère personnel.....	14
11.8 Confidentialité et secret des affaires	15
11.9 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles.....	16
11.10 Conflit d'intérêts	17
11.11 Clauses de réexamen	17
11.12 Garanties.....	18
11.13 Pénalités	18
11.13.1 Pénalités liées aux considérations sociales	18
11.13.2 Pénalités liées aux considérations environnementales	19
ARTICLE 12 - REGIME FINANCIER.....	19
12.1 Forme et contenu des prix.....	19
12.2 Variation des prix	19
12.3 Avances.....	19

12.4	Modalités financières.....	20
12.4.1	<i>Répartition des paiements</i>	20
12.4.2	<i>Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)</i>	20
12.4.3	<i>Intérêts moratoires</i>	20
12.5	Modalités de facturation	21
12.5.1	<i>Mentions obligatoires</i>	21
12.5.2	<i>Taux de TVA</i>	22
12.5.3	<i>Monnaie</i>	22
12.5.4	<i>Transmission des factures</i>	22
12.6	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	23
ARTICLE 13	- DISPOSITIONS DIVERSES.....	24
13.1	Echanges dématérialisés.....	24
13.2	Langue	24
13.3	Sous-traitance.....	24
13.4	Régime des droits de propriété intellectuelle.....	25
13.4.1	<i>Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats</i>	25
13.4.2	<i>Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures</i>	26
13.4.3	<i>Prix de la cession des droits</i>	26
13.4.4	<i>Exercice des droits</i>	26
13.5	Autres obligations administratives.....	26
13.6	Relation Fournisseurs.....	27
13.7	Assurances	28
13.8	Résiliation	28
13.9	Exécution aux frais et risques du titulaire	28
13.10	Différends	28
13.11	Litiges et contentieux.....	29
ARTICLE 14	- DEROGATIONS	29

Article 1 - Identification

1.1 Acheteur

POUVOIR ADJUDICATEUR	
Désignation du pouvoir adjudicateur	Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation – MATD Direction générale des infrastructures, des transports et des mobilités– DGITM Mission politiques de Fret et Logistique – MFL
Adresse du pouvoir adjudicateur	Tour Séquoia – 92055 La Défense Cedex
Personne représentant le pouvoir adjudicateur	Monsieur Nicolas Osouf-Sourzat, Adjoint au directeur général ou son représentant
Suivi de l'exécution du marché et personnes habilitées à donner les renseignements prévus aux articles R.2191 59 à R.2191-62 du Code de la Commande publique	Monsieur François TAINURIER
Courriel	Francois.tainturier@developpement-durable.gouv.fr

1.2 Titulaire

Le titulaire, au sens de l'article 2 du CCAG-PI est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. Il est désigné dans l'acte d'engagement (AE).

Article 2 - Objet du marché

Le présent marché a pour objectif de produire une première vision de la demande d'entrepôts en lien avec les projections de la SNBC, ses principaux déterminants et les impacts potentiels de mesures visant à en limiter le développement.

Compte tenu de la complexité du sujet, du manque de données disponibles, l'étude vise avant tout à dégager les ruptures susceptibles d'intervenir dans les prochaines années et dégager une méthode et un cadre de travail qui facilitera des approfondissements ultérieurs à l'échelle des systèmes logistiques ou des filières sur des bases homogènes et cohérentes.

Code(s) CPV de la consultation :

Article 3 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Article 4 - Forme et procédure du marché

Le présent marché est un marché à prix forfaitaires passé selon la procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

4.1 Fractionnement des prestations

Tranche ferme

Sans objet.

Tranche optionnelle

Sans objet

Article 5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois.

Sa durée court à compter de sa date de notification.

Conformément à l'article 3.2.2 du CCAG PI, « Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai. »

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

La durée d'exécution des prestations est de 8 mois.

Article 6 - Contenu et cadrage méthodologique des prestations attendues du marché

6.1 Contexte

Les entrepôts : des actifs variés dont les activités sont encore mal connues

Les entrepôts recouvrent des actifs de natures, de caractéristiques ou de fonctionnalités très différentes. Il est nécessaire de s'appuyer sur une segmentation pour dégager des ensembles homogènes et organiser le travail prospectif.

L'étude de la demande de transport de marchandises en 2023 a mis en évidence 4 grands systèmes logistiques : agricole, supply chain industrielle, construction et distribution qui s'appuient sur des dispositifs et des stratégies d'entreposage relativement différentes.

La connaissance des entrepôts couverts progresse avec la publication d'un nouvel atlas des entrepôts en 2024, mais elle reste encore faible, puisque limitée aux entrepôts de plus de 10 000 m² (atlas des entrepôts publié par le SDES en novembre 2024).

Certains entrepôts font l'objet d'analyse très détaillée. Par exemple, les silos font par ailleurs l'objet d'une démarche très structurée (« infrastructure 2030 ») pilotée par la coopération agricole pour caractériser la situation de ce patrimoine, son état et dégager une stratégie de renouvellement à moyen et long terme.

La connaissance des activités des entrepôts reste extrêmement faible.

De nombreux facteurs susceptibles d'impacter la demande d'entrepôts dont les effets restent à caractériser

La demande d'entrepôts a progressé au cours des dernières années, notamment du fait du développement de la logistique omnicanal pour le e-commerce ou la remise en cause du système de juste à temps pour accroître la résilience des chaînes logistiques, mais avec une difficulté à disposer d'une vision d'ensemble quantitative de ces tendances et de leurs impacts respectifs.

La réindustrialisation et la décarbonation de l'économie vont peser sur l'évolution de la demande de transport. Les études menées en 2023 et 2024 ont permis d'en apprécier les impacts potentiels. Elles vont aussi avoir un impact sur la demande en entrepôts.

D'autres facteurs liés à l'organisation de la production (en particulier l'automatisation ou la mutualisation de certaines installations) ou la recherche de davantage de résilience, peuvent également peser sur cette évolution.

Par ailleurs, la localisation des entrepôts a un impact très important sur les flux logistiques. Les contraintes croissantes liées à la réduction de l'artificialisation des sols ou l'acceptabilité locale de certaines implantations peuvent peser sur la demande de transport de marchandises et en contrepartie engendrer des impacts sur les flux logistiques. Il est nécessaire d'éclairer ces enjeux pour mieux cibler et prioriser les actions relatives aux déploiements de nouveaux entrepôts.

Tous ces éléments ont mis en évidence le besoin de disposer d'une vision d'ensemble sur le rôle et les activités des entrepôts et des perspectives d'évolution en cohérence avec les orientations de la demande de transport.

6.2 Objectifs de l'étude

Périmètre de l'étude : l'étude porte sur l'ensemble des types d'entrepôts (ouverts et couverts)

- Définir une segmentation des entrepôts et les principaux critères la justifiant
- Caractériser l'évolution de la demande en entrepôts (au cours des dernières années en mettant en évidence les principales tendances et éventuelles ruptures constatées, par exemple avec le développement du e-commerce omnicanal)
- Caractériser les facteurs d'impacts sur la demande en entrepôts (pour chacun des 4 grands systèmes logistiques)
- Caractériser les impacts de la décarbonation et la réindustrialisation de l'économie sur la demande en entrepôts compte tenu des évolutions projetées de la demande de transport et des organisations logistiques
- Caractériser les leviers d'action ou des contraintes qui peuvent influencer sur la demande en entrepôts (dont l'optimisation de l'occupation du sol) et leurs impacts potentiels sur cette demande, mais également sur la demande de transport de marchandises ou plus globalement sur le fonctionnement et l'efficacité des chaînes logistiques

Contenu de l'étude

1^{ère} étape : caractérisation de la situation actuelle et des principales tendances passées

- Caractérisation de la situation actuelle des entrepôts :
 - o décrire les différentes fonctions des entrepôts et dégager une typologie des entrepôts (couverts et ouverts) associée à chaque grande famille de chaînes logistiques (supply chain industrielle, agricole, construction et distribution), en identifiant les enjeux spécifiques à certaines filières (température dirigée, matières dangereuses ...)
 - o éclairer sur les enjeux quantitatifs associés (surfaces, localisation préférentielle de chaque type d'entrepôts ...) et les principales métriques (ratios communément utilisés)
- Analyse des principales tendances passées ayant eu un impact sur la demande d'entrepôts, tant en volume qu'en nature (typologie, taille, localisation, activités), du fait de l'évolution des chaînes logistiques et des processus de production (ex préfabrication dans la construction des bâtiments qui rapproche la logistique de celle de la supply chain industrielle, développement de la logistique du e-commerce omnicanal)
- Eclairage sur les enjeux des entrepôts sur la compétitivité logistique des filières, en mettant en évidence celles qui sont le plus concernées (approche qualitative, si possible étayée par quelques illustrations) et les échelles les plus pertinentes pour appréhender les enjeux de localisation. En particulier, il s'agit de préciser dans quelle mesure, pour certaines activités les décisions d'implantation des entrepôts relèvent d'une échelle internationale avec une possible concurrence avec d'autres pays.

2^{ème} étape : projection de la demande d'entrepôts à moyen et long termes (« sans contrainte »)

- Identification des facteurs d'impact sur la demande en entrepôts (par famille de système logistique, avec des focus pour les besoins spécifiques les plus structurants, par exemple sur les matières dangereuses ou les entrepôts sous température dirigée) :

- Projection de la demande d'entrepôts à l'horizon 2050 sur la base des orientations de la SNBC et leur traduction dans la demande de transport de marchandises (cf étude de la demande produite en 2025), par grand système logistique, en précisant les principales caractéristiques (nature des entrepôts, surfaces, typologie de localisation). Dans ce cadre, un éclairage sera apporté pour appréhender l'impact du report modal vers les modes massifiés sur cette demande, en s'appuyant sur les 2 scénarios de l'étude de la demande (fil de l'eau ou volontariste)

3^{ème} étape : identification des contraintes ou des facteurs susceptibles d'influer sur la demande d'entrepôts et caractérisation de leurs impacts potentiels

- Identification des principales contraintes (urbanisme ...) ou projets (automatisation des entrepôts ...) susceptibles de réduire la demande d'entrepôts
- Caractérisation de leurs impacts potentiels, d'une part sur la demande en entrepôts (en distinguant la nature et la localisation) et d'autre part sur la demande de transport ou plus globalement sur l'efficacité des chaînes logistiques et la compétitivité logistique des filières. Il s'agit d'apporter un premier éclairage en dégagant les enjeux les plus structurants, pour faciliter les approfondissements ultérieurs

Approche générale

- Approche différenciée par grand système logistique, avec des zooms sur les activités spécifiques présentant un enjeu spécifique (matières dangereuses ou besoin de température dirigée par exemple)
- Vision semi quantitative
- Vision localisation par grande famille de territoires (urbain, périurbain, rural) et par grands critères d'implantation (proximité infrastructure logistique ...)
- Capacité d'approfondissement ciblé avec les filières (progressivité, alimentation du dialogue, enjeu de comparabilité entre systèmes et filière)

Méthodologie

- Structuration pour poser un cadre « évolutif » pour fournir une appréciation synthétique cohérente avec une comparabilité entre les systèmes logistiques (enjeu de capitalisation)
- Approche pragmatique semi-quantitative, en s'appuyant sur les données disponibles et en mettant en évidence celles qui seraient le plus utiles pour approfondir l'étude secteur économique par secteur économique
- Entretiens auprès des représentants des filières économiques et des fédérations, ainsi que de grands logisticiens pour (proposition de liste attendue du prestataire)

Article 7 - Résultats du marché – Livrables attendus

Livrables attendus

- **Rapport détaillé**
- **Synthèse pédagogique** (et Synthèse par système logistique (pour faciliter leur appropriation par les filières)
- **Segmentation des entrepôts**
- Note relative à l'état des lieux et les principales tendances passées
- Note relative à la projection de la demande d'entrepôts « sans contrainte »
- Note relative aux facteurs susceptibles de peser sur la demande et leurs impacts
- Cadre d'analyse susceptible d'être enrichi ultérieurement à travers des approfondissements ciblés (cf outil de calcul paramétrable de l'étude de la demande)
- Recommandations pour les approfondissements

Données d'entrée

- Etude de la demande de transport de marchandises (2023 et 2024)
- Atlas des entrepôts (SDES novembre 2024)
- Description des typologies d'entrepôts dans les différentes chaînes logistiques
- Etude infrastructure 2030 relative aux silos pilotée par la coopérative agricole

Article 8 - Calendrier

La prestation s'exécute sur une durée de 8 mois selon les étapes suivantes :

- Etape 1 : 4 mois, avec la production d'une note méthodologique détaillée à l'issue du 1^{er} mois
- Etape 2 : 2 mois
- Etape 3 : 2 mois

Article 9 - Lieu d'exécution

Les prestations sont réalisées dans les locaux du titulaire.

A titre exceptionnel, des réunions peuvent se tenir dans les locaux du Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Article 10 - Documents contractuels

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire (DGPF) ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Article 11 - Modalités d'exécution du marché

11.1 Représentation des parties

11.1.1 Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de son exécution. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

11.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire..

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

11.2 Conditions d'exécution

11.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus est motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai

l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

11.2.2 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

En cas de sous-traitance, l'acheteur exige que les tâches essentielles suivantes soient effectuées directement par le titulaire : conduite des entretiens avec les acteurs économiques prévus dans le cadre de la méthodologie.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

11.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

11.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

Le titulaire doit faire connaître à l'acheteur, sur la demande de ce dernier, le lieu d'exécution des prestations.

Afin de se prémunir contre toute insuffisance de protection du lieu d'exécution, l'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire (ou de ses sous-traitants) afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par lui. Le titulaire doit être informé quinze jours à l'avance de cet audit (date, modalités de mise en œuvre). Ce contrôle peut durer pendant une période de six mois au-delà de la résiliation ou de la fin du marché, afin de vérifier que l'ancien titulaire a pris que les dispositions en matière de destruction des données ont été respectées (en application de l'article 31 du CCAG-PI).

11.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

11.4 Considérations sociales

Le présent marché ne comprend pas de considérations sociales.

11.5 Considérations environnementales

Clause relative au partage de documents

La production des livrables produit par le titulaire est mise à la disposition de l'acheteur par le moyen le plus « propre » possible : format dématérialisé, compressé au maximum, espace de travail collaboratif, si impression obligatoire garantie de l'usage de papiers recyclé ou éco-labellisé, etc.

Clause relative aux déplacements

Les déplacements du titulaire prévus pour les prestations doivent privilégier le recours aux transports en commun. Le choix des lieux de réunion proposé par le titulaire sont accessibles en transports en commun.

Clause sobriété numérique

Il est demandé au titulaire d'appliquer la Politique « Green IT » de démarche continue de réduction

des impacts provoqués par l'utilisation des technologies numériques (notamment gestion des courriels raisonnée, recyclage du matériel informatique utilisé pour réaliser les prestations du marché) et de former l'équipe dédiée à l'exécution des prestations sur le sujet.

Communication du bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé du titulaire soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES (bilan émissions de gaz à effet de serre) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire à l'acheteur, au plus tard six (6) mois jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant à l'acheteur d'accéder à ce document.

11.6 Echanges et relecture des livrables

Durant la période de réalisation, et sur accord des parties, il peut y avoir des échanges entre le titulaire et l'acheteur. Ces demandes d'avis ne justifient pas une prolongation de délai d'exécution. Ils sont distincts des opérations de vérification.

Les livrables sont transmis par voie électronique en version ouverte (*.docx) et PDF, non cryptés et non soumis à identifiant ou mot de passe, sauf demande expresse du représentant de l'administration.

11.7 Traitement de données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent

(téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-ducandidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

11.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

11.9 Principes et bonnes pratiques en matière d'achat de prestations intellectuelles

Identification du titulaire

Le service responsable du pilotage de la prestation s'engage à ne pas fournir aux intervenants du titulaire d'adresse de messagerie pouvant créer une confusion avec celles des agents de sa structure.

Le titulaire s'engage à ce que tous les intervenants fassent apparaître dans leur signature, de manière claire, lisible et non-équivoque, leur qualité de prestataire, le nom de l'entreprise qui les emploie et la dénomination de l'administration qui les a mandatés pour la mission qu'ils conduisent.

Dans le cadre de leurs missions, les prestataires doivent impérativement utiliser cette signature dans tous leurs échanges électroniques tant avec l'administration bénéficiaire qu'avec des tiers.

A l'occasion de présentations en réunion, l'identification des prestataires doit également être claire et non-équivoque.

Evaluation sur la qualité du service rendu

Le Titulaire est évalué par le Pouvoir Adjudicateur au terme du présent marché, sur l'ensemble des prestations.

Cette évaluation est effectuée sur la base de la fiche d'évaluation annexée au présent CCP.

Sur décision du Pouvoir Adjudicateur, cette évaluation peut faire l'objet d'une publication sans préjudice du secret des affaires et du droit au respect de la vie privée, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs et notamment des dispositions du code des relations entre le public et l'administration et de la doctrine de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Capitalisation

Le titulaire assure les transferts de compétences et les actions de sensibilisation nécessaires vers le service en charge de l'exécution de la prestation afin d'assurer la maîtrise et la bonne application de celles-ci. Ces transferts de compétences visent à ce que les agents en bénéficiant soient en capacité de répliquer seuls ces techniques et pérenniser la démarche engagée.

Les actions peuvent notamment prendre la forme de communication, guides méthodologiques, formations présentiels ou à distance.

Le titulaire définit et assure tout au long du marché la gestion documentaire des études qu'il réalise. Cette dernière comprend l'ensemble de la documentation recensée et produite.

Tout au long de l'exécution des prestations, le titulaire met en place un dispositif de capitalisation des actions conduites, des documents produits et des méthodes mises en œuvre, qui alimentent une base de connaissances de manière à permettre leur réutilisation ultérieure par l'administration.

Ces documents sont stockés dans des outils ou lieux de stockage internes à l'administration et utilisables par l'ensemble des parties prenantes du présent marché.

Les documents sont remis sous forme numérique et transmis par la voie la plus adaptée et sécurisée.

Le titulaire les fait parvenir à l'acheteur et au service responsable de l'exécution des prestations, au plus tard, dans un délai de **1 mois** à l'issue du marché.

Interdiction d'utiliser les signes distinctifs de l'administration

Le titulaire a interdiction d'utiliser tout signe distinctif de l'administration bénéficiaire.

Les livrables rédigés conjointement sont réalisés selon la charte graphique de l'administration, avec mention du concours du titulaire.

Lorsqu'un document a été rédigé avec la participation, directe ou indirecte, du titulaire, il est fait mention dans le livrable :

- de cette information ;
- de la prestation de conseil réalisée ;
- du cadre contractuel dans lequel s'inscrit ladite prestation.

L'utilisation de la charte graphique de l'administration est réservée uniquement aux productions rédigées par l'administration.

Principes déontologiques auxquels sont tenus les agents publics

La charte de déontologie rappelle les obligations auxquelles sont tenus les agents publics, notamment en termes de neutralité, de probité et d'intégrité. Celles-ci s'appliquent également dans les relations qu'entretiennent les agents publics vis-à-vis des consultants.

Elle est accessible au lien suivant :

<https://www.bulletin-officiel.developpement-durable.gouv.fr/notice?id=Bulletinofficiel-0033286&reqId=f12145ef-6aad-4621-aa3e-d18a1f6ec5f1&pos=11>

11.10 Conflit d'intérêts

Les intervenants du titulaire réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

Conformément, aux articles L. 2141-8 2°, L. 2141-10 et R.2111-2 du code de la commande publique, le titulaire du présent marché, ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants, pourra se voir interdire de soumissionner aux marchés lancés en application des livrables qu'il a remis à l'acheteur, y compris pour des marchés lancés après l'expiration du présent marché, dans la limite de cinq (5) ans à compter de la fin normale ou anticipée du présent marché.

11.11 Clauses de réexamen

Sans objet

11.12 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

11.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités (article 14 du CCAG-PI).

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

11.13.1 Pénalités liées aux considérations sociales

Sans objet.

11.13.2 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause environnementale, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 - Régime financier

12.1 Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires tels que mentionnés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), annexe de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- le suivi contractuel ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;

Les prix mentionnés correspondent au parfait achèvement des prestations mentionnées dans le présent CCP.

12.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix du présent marché sont fermes et non actualisables.

12.3 Avances

En application des articles R.2191-3 à R.2191-11 du Code de la Commande publique, le titulaire bénéficie d'une avance respectant les conditions suivantes (conditions cumulatives) :

- Montant supérieur à 50 000 € HT
- Durée d'exécution supérieure à 2 mois

Le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

L'avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le remboursement de cette avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant TTC du marché traité à prix global et forfaitaire.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement.

12.4 Modalités financières

12.4.1 Répartition des paiements

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

12.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Retenu de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Cautionnement

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

12.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le comptable assignataire compétent est :

Le comptable ministériel
Grande Arche de la Défense, Paroi Sud
92 055 - LA DEFENSE Cedex

12.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

12.5.1 Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- ✓ La référence et l'objet du marché ;
- ✓ La référence de l'engagement juridique Chorus correspondant à la commande ;
- ✓ Le code SIRET de l'Etat : 11000201100044 ;
- ✓ Le code d'identification du Service Exécutant (code SE) qui traite les factures : FAC9450075
- ✓ Une description sommaire des prestations effectuées ;
- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs

- séries ;
- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
 - ✓ La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
 - ✓ La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
 - ✓ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
 - ✓ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
 - ✓ Le montant de l'avance éventuellement versée ;
 - ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
 - ✓ Le cas échéant, la répartition du montant entre les cotraitants et les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

Sans ces renseignements, la facture n'est pas traitée et est automatiquement retournée au titulaire par le service facturier.

12.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

Dans l'hypothèse où le candidat n'est pas soumis à la TVA en France ou est soumis à une TVA réduite ou exonéré de TVA, celui-ci annexe aux documents financiers produits au titre de son offre, une note justifiant du régime fiscal lui étant applicable dans le cadre de l'exécution du marché.

12.5.3 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

12.5.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro

comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

- <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

- <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

12.6 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 13 - Dispositions diverses

13.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique.

13.2 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur :

- <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> (attention, il y a une nouvelle version du DC4 applicable au 01/01/2024)

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Sous-traitance de second rang

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics> sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

Communication des contrats et pénalités

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par l'article 3.6.3 du CCAG-PI.

13.4 Régime des droits de propriété intellectuelle

13.4.1 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

Le présent marché public s'inscrit dans le contexte suivant : tout ou partie des résultats est intégré dans un arrêté qui est publié au Journal officiel de la République française et donc accessible au grand public.

Le régime des droits de propriété intellectuelle est régi par les articles 32 à 35 du CCAG PI défini par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats et connaissances antérieures) pour répondre à ses objectifs, à savoir publier les résultats auprès du grand public.

Par dérogation à l'article 35.3.1 du CCAG-PI, le maître d'ouvrage peut utiliser après la fin du marché

les méthodes (tableurs, supports cartographiques,...) utilisées par le titulaire pour aboutir aux résultats. L'utilisation ultérieure de ces méthodes sert au maître d'ouvrage à mettre à jour les résultats

13.4.2 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux connaissances antérieures

Le régime des connaissances antérieures du titulaire ou des tiers est prévu à l'article 32 et 33 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à ne pas incorporer d'éléments dont le régime juridique pourrait faire obstacle à l'exploitation des résultats selon le régime fixé par le présent marché.

Le cas échéant, le titulaire remplace à ses frais la connaissance antérieure dont le régime juridique ne serait pas compatible avec celui des résultats.

Les connaissances antérieures de l'acheteur ne peuvent être utilisées par le titulaire que dans le cadre de l'exécution du présent marché.

En complément du CCAG-PI, le titulaire s'engage à informer l'acheteur, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, des connaissances antérieures mises en œuvre pour leur réalisation et du régime des droits y afférent.

13.4.3 Prix de la cession des droits

Le prix est compris dans le prix du présent marché public

13.4.4 Exercice des droits

Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent marché public, le titulaire lui livre et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice tels que les fichiers natifs, fichiers source ou originaux.

La propriété matérielle de ces éléments est transférée à l'acheteur. Elle est comprise dans le prix du marché.

13.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par messagerie électronique.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a. L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b. Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6 Relation Fournisseurs

L'engagement dans la démarche de labellisation RFAR

Le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires (MTECT) est signataire de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

À ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR).

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs achats responsables » (RFAR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises, en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

13.7 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.8 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence : résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

13.9 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence (article 27 du CCAG-PI).

13.10 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est soumis au droit français.

Tout litige dans le cadre du présent marché est soumis au

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 Boulevard de l'Hautil
BP 322
95027 CERGY-PONTOISE Cedex
Téléphone : 01 30 17 34 00 / Télécopie : 01 30 17 34 59
Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

pour les aspects concernant les modalités d'exécution du marché.

Les tribunaux de grande instance compétents pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle sont désignés par le Code de l'organisation judiciaire.

Article 14 - Dérogations

L'article 13.4.1 du présent CCP déroge à l'article 35.3.1 du CCAG-PI

L'article 14.1.1 du présent CCP déroge à l'article 3.4.1 du CCAG-PI

L'article 14.1 du présent CCP déroge à l'article 40 du CCAG-PI